

## POUR UNE ECOLOGIE ESSENTIELLE

Le REV est le mouvement politique qui représente l'écologie essentielle. L'écologie essentielle est une écologie métaphysique qui s'oppose à l'écologie superficielle, laquelle est une écologie mathématique.

Les écologistes superficiels se basent sur des calculs de quotas de vivant à préserver pour améliorer le bien-être de l'humain et des « générations futures » : quotas d'émissions de CO2 admissibles, quotas de poissons, de sangliers ou de loups à « prélever ». Cette perspective maintient l'idée de la valeur utilitaire d'un vivant qui demeure au service de l'homme.

Pour les écologistes essentiels en revanche, toute parcelle de vivant a une valeur intrinsèque et doit être préservée pour elle-même, et non pour la seule utilité que les humains peuvent en dégager. Le REV est donc un parti écologiste antispéciste qui réclame la fin de l'exploitation animale sous toutes ses formes.

# CHARTRE DE LA REV

## 1- LA REV EST ANTISPÉCISTE ET ABOLITIONNISTE

Nous ne voulons pas négocier la somme de souffrance des animaux non humains. Nous voulons l'abolir, de même que leur exploitation dictée par une vision discriminatoire entre les espèces. Nous prônons une égalité de considération, et non de traitement, entre les êtres vivants.

## 2- LA REV DÉFEND UNE ÉCOLOGIE MÉTAPHYSIQUE

L'écologie politique que nous portons s'interroge en premier lieu sur notre responsabilité à l'égard de l'ensemble du vivant. En tant qu'espèce dominante, mais non supérieure, nous avons un pouvoir de vie et de mort sur l'ensemble de ce qui nous entoure. Ce pouvoir nous oblige. Et parce que nous questionnons le rôle moral de l'humain au sein du vivant, notre écologie est métaphysique.

## 3- LA REV EST ANTICAPITALISTE ET DÉCROISSANTE

Le système capitaliste, incarné aujourd'hui par sa doctrine néolibérale, est à bout de souffle. Nous nous opposons à ce modèle qui repose sur la recherche du profit financier et sur l'exploitation des humains, des non-humains et de l'ensemble du vivant. Opposés à un système de production effrénée, inutile à l'épanouissement des individus, nous pensons qu'il faut diviser au moins par trois notre production et notre consommation, et qu'il ne faut prendre à la Terre que ce qui nous est nécessaire.

## 4. LA REV PRÔNE LA SOCIÉTÉ DU TEMPS LIBÉRÉ

Le plein emploi est un objectif que l'avènement des machines et de l'intelligence artificielle rend irréaliste. Plutôt que de le déplorer, réjouissons-nous. Trop peu d'humains s'épanouissent dans leur travail. Dès lors, organiser sa vie autour d'un emploi qui ne laisse que des miettes de temps pour soi est une hérésie à laquelle nous souhaitons mettre fin. La société du temps libéré que nous défendons permettra aux individus de se consacrer à leur famille, à leurs amis, à leurs passions culturelles et sportives, mais aussi de s'impliquer dans la vie citoyenne.

## 5 - LA REV EST HUMANISTE

La REV défend l'accès des êtres humains, quelle que soit leur origine sociale, ethnique ou religieuse, leur orientation sexuelle ou leur identité de genre, à leurs droits les plus fondamentaux. Nous nous revendiquons de la lutte féministe, et considérons que le racisme, le validisme et le patriarcat sont des systèmes d'oppression qu'il nous faut détruire le plus rapidement possible pour permettre l'avènement d'une société réellement égalitaire. Plus généralement, nous luttons contre les discriminations et pour une égalité de droits, de dignité et d'épanouissement entre tous les êtres humains.

# CHARTRE DE LA REV

## 6- LA REV EST INTERNATIONALISTE ET DÉCOLONIALE

La REV prône la coopération entre les peuples, le respect absolu de leur auto-détermination et de leurs droits, et la protection du vivant partout. Notre vision à très long terme est celle de l'abandon des frontières et d'un monde de solidarité entre les groupes de société qui se constitueront selon leurs propres choix. Nous prônons une politique globale et cohérente pour les droits de l'ensemble du vivant, dans le respect absolu du droit international et des droits de l'Homme.

## 7- LA REV EST RÉVOLUTIONNAIRE ET PACIFISTE

Nous ne cherchons pas à aménager le système actuel à la marge mais à créer une société nouvelle organisée autour de logiques inédites. Pour cela, nous nous attaquons aux racines des mécanismes de destruction actuellement à l'œuvre. Pour autant, nous sommes lucides sur la nécessité d'étapes transitoires pour atteindre notre idéal de société. En attendant cette transformation de notre société, face à la surdité des dirigeants, nous défendons notamment la désobéissance civile comme mode d'action revendicative. Toutefois, nous prônons la non-violence et défendons la paix à tous les niveaux, au profit d'un renforcement des leviers démocratiques de notre pays et du monde. En effet, la REV s'oppose à toute utilisation de la violence comme moyen politique, défend la démilitarisation et demande la fin des armes nucléaires.

## 8 - LA REV S'OPPOSE À L'EXTRÊME-DROITE ET AU FASCISME

La REV est un parti de gauche radicale, sociale et écologique. Dès lors, nous nous opposons fondamentalement à l'idéologie de l'extrême droite. Nous prônons le respect absolu des droits de chacun-e, permis par une politique humaniste et de justice sociale. Nous luttons contre les politiques réactionnaires et fascistes et défendons les libertés individuelles et collectives, ainsi que l'Etat de droit.

## 9- LA REV EST RÉALISTE

Les scientifiques (le GIEC (climat), l'IPBES (vie sauvage), l'AIE (énergie) nous donnent raison sur les solutions que nous défendons. Tandis que l'écologie au pouvoir est déconnectée de tout fondement scientifique, notre programme s'ancre dans le réel et s'appuie sur la science et les faits.

## 10- LA REV VEUT RÉINVENTER LA DÉMOCRATIE

Notre pseudo-démocratie ne fonctionne pas. La plupart des élu.es voient la politique comme une carrière, les électrices et électeurs perdent confiance dans leurs représentant.es et le peu de leviers démocratiques existants sont bancals, inaccessibles, bafoués voire sévèrement réprimés. Fort de ce constat, la REV défend une démocratie entièrement réinventée, autour d'une toute nouvelle République qui placera le vivant au centre des décisions politiques et économiques.

## BIODIVERSITÉ

### Pour protéger le vivant

La communauté internationale est désormais consciente des enjeux du changement climatique. Mais les autres objectifs pointés lors du sommet de la terre de Rio en 1992 se trouvent aujourd'hui ignorés, à savoir la préservation de la diversité biologique et la lutte contre la désertification. Nous nous engageons à faire de ces trois thèmes les piliers de notre programme. Les mesures consacrées aux droits des animaux vont amplement contribuer à la préservation de la biodiversité. Elles ne sont toutefois pas suffisantes.

- Reconnaissance du crime d'écocide aux échelles française, européenne et internationale pour pouvoir sanctionner pénalement toutes les atteintes à l'environnement.
- Fin de la chasse, de l'élevage et de l'agriculture intensive.
- Interdiction des OGM.
- Conditionnement de projets de construction à leur impact sur le vivant. Tout nouveau chantier industriel devra s'accompagner de l'avis favorable d'au moins deux écologues indépendants dont les travaux sont reconnus, et à terme, de l'Assemblée du Vivant. Tout chantier entraînant la destruction d'écosystèmes sera interdit.
- Mise en place d'une institution mondiale de préservation et de protection des océans et des mers. Elle sera notamment chargée de lutter contre la pêche, contre la destruction des fonds marins et la pollution en haute mer.

# DROITS DES ANIMAUX

## Vers la fin de l'exploitation des animaux non humains

- **Reconnaissance dans la législation de quatre droits essentiels pour tous les animaux non humains sensibles**

le droit de ne pas être tué,  
de ne pas être torturé,  
de ne pas être enfermé et  
de ne pas être vendu.

Il découle de ces droits essentiels de très nombreuses mesures.

- **Fermeture des élevages pour la viande**

Notre objectif est la fin de l'exploitation animale sous toutes ses formes et donc la fin des élevages et de la consommation de la viande. Mais nous souhaitons agir sans violence et en concertation avec tous les acteurs du secteur, à commencer par les éleveurs. Nous voulons donc engager dès à présent une réforme de l'agriculture pour la faire évoluer progressivement vers un modèle entièrement végétal, biologique et non-intensif. Les éleveurs seront accompagnés pour leur reconversion. Ils pourront choisir de devenir cultivateurs, viticulteurs, maraîchers, sylviculteurs, myciculteurs ou arboriculteurs, mais aussi changer de domaine professionnel. Pendant cette période transitoire, des mesures seront mises en place pour l'information du consommateur et le bien-être des animaux :

1. Comme il existe aujourd'hui un affichage des dégâts du tabac sur les paquets de cigarettes, les morceaux de viande devront obligatoirement être accompagnés d'une photographie de l'animal vivant puis de son abattage.
2. Videosurveillance obligatoire dans les abattoirs.
3. Réduction forfaitaire d'impôts pour les végétariens, idéologiquement opposés à l'exploitation animale, et qui au nom de la liberté de conscience seront exemptés de soutien financier à l'industrie de la viande. Le forfait sera fixé à 10%.
4. Sanctions pouvant aller jusqu'à la prison ferme pour tout manquement relevé aux normes de « bien-être » animal définies par la France et l'Union Européenne.

- **Interdiction de la chasse**

Avant que cette mesure ne soit définitivement adoptée, la chasse sera d'abord immédiatement réformée :

- Interdiction de la chasse les weekends, vacances scolaires et jours fériés.
- Interdiction de la chasse aux mineurs.
- Interdiction de chasser en état d'ébriété.
- Interdiction de poursuivre les animaux sur des terrains privés
- Chasses de régulation confiées à des agents de l'Etat.
- Développement de la régulation non létale par des mesures de contraception et stérilisation des espèces.
- Peines de prison ferme pour toute chasse illégale.
- Interdiction de la chasse à courre.

- **Interdiction de la pêche**

L'interdiction de la pêche ne deviendra effective qu'après une phase de transition, comme pour l'interdiction des élevages pour la viande. Pendant cette période transitoire, des mesures seront prises :

- Interdiction de la pêche au chalut (en 1er lieu sur les zones de frayères du bar).
- Redéfinition à la baisse des quotas de pêche autorisés afin de garantir le renouvellement des populations.
- Interdiction du Shark finning et du commerce des nageoires
- Renforcement des moyens de contrôle des prises accidentelles.

- **Fermeture des zoos et des delphinariums**

- **Interdiction des cirques avec animaux, sauvages et domestiques**

- **Interdiction de la corrida et des combats d'animaux non humains**

- **Interdiction des élevages de fourrure, et de la vente de produits avec fourrure**

- **Interdiction des élevages de foie gras et de la vente de foie gras**

- **Interdiction de l'expérimentation animale**

- **Interdiction de la vente d'animaux de compagnie en animalerie**
- **Création d'une police animalière, sur le modèle de celle qui a été instaurée aux Pays-Bas**
- **Développement d'une filière juridique dédiée intégralement aux animaux non humains**
- **Fin des exceptions culturelles et religieuses aux lois générales sur le bien-être animal**
- **Reconnaissance du crime contre l'animalité**

# DROITS HUMAINS

## Pour la défense des droits des humains et contre les violences et discriminations

La REV défend une société respectueuse des droits fondamentaux. L'État doit assurer la protection de ses citoyennes et citoyens contre les idées nauséabondes de l'extrême-droite. Profondément antifasciste et d'inspiration anarchiste, notre parti, défenseur des minorités, promeut une véritable révolution de nos institutions pour garantir le respect des droits humains et lutter efficacement contre les discriminations entre les êtres humains.

- Dissolution immédiate des organisations qui promeuvent le racisme, la xénophobie, la discrimination religieuse, le sexisme, la transphobie, l'homophobie ou le validisme.
- Instauration d'un grand plan de formation des agents de l'État sur les violences racistes, sexistes et sexuelles, basées sur l'orientation sexuelle ou le genre, par des associations et organisations expertes de ces questions.
- Instauration d'un droit à mourir dans la dignité sous conditions, et avec une prise en charge adéquate des soins palliatifs afin de prévenir les risques de dérives.

### Féminisme

- Construction d'une société antipatriarcale sur tous les plans de la société et par tous les moyens (législatif, pédagogique, culturel...).
- Prise en compte du travail domestique dans le calcul de la retraite, et ouvrant un droit à des récupérations rémunérées.
- Contrôle annuel des entreprises sur leur politique d'égalité salariale femmes-hommes et en cas de manquements, applications de sanctions financières jusqu'à ce que les entreprises se conforment à la loi.
- Instauration de congés menstruels et prémenstruels.
- Assurer l'accès gratuit aux protections menstruelles et aux méthodes de contraception.
- Déconjugalisation de toutes les aides sociales.
- Garantie d'un congé parental paritaire minimum de 6 mois, avec objectif de 3 ans, et rémunéré à 100% du revenu antérieur.
- Inscription de l'absence de consentement comme élément constitutif du viol ou de l'agression sexuelle.

## **Droits LGBTQIA+**

- Interdiction totale des thérapies de conversion.
- Changement de la mention de sexe et de prénom à l'état civil selon une procédure libre et gratuite, en mairie, sur la simple autodétermination, sans condition médicale (ni stérilisation, ni suivi psychiatrique), sans homologation par un juge, sans témoignage ou production de documents.
- Dépsychiatisation effective et dépathologisation des transidentités.
- Formation obligatoire des médecins et tous les personnels hospitaliers et médicaux, ainsi que les personnels de l'éducation, des secteurs social et administratif, de la justice, du monde du travail, des forces de l'ordre, aux enjeux de la transidentité et des personnes intersexes.
- Modification dans la constitution de la liberté à recourir à l'avortement pour toute personne : reconnaître un droit à l'avortement universel, opposable à l'Etat.

## **Antiracisme et réforme de la police**

- Amélioration de la prise en charge policière et judiciaire des victimes de violences xénophobes, racistes, sexuelles, sexistes, homophobes et transphobes. Les institutions publiques devront assurer la protection et l'accueil des victimes. Chaque plainte doit être reçue dans les conditions permettant l'écoute, la protection et la confidentialité. Investissement massif dans la formation et les métiers, instauration d'un parcours d'accompagnement complet (physique, psychologique, social) pour les victimes.
- Abrogation de la loi de 2004 sur le port du voile.
- Abrogation de la loi de sécurité globale 2021
- Pour assurer la traçabilité des contrôles et lutter contre les violences policières, obligation de dépôt d'un récépissé pour chaque contrôle policier.
- Dissolution de l'IGPN et instauration d'une institution totalement indépendante de l'Etat.
- Suppression de l'article 435-1 de la loi Cazeneuve, qui permet aux policiers de tirer lors d'un refus d'obtempérer, en cas de légitime défense.

## **Antivalidisme**

- Objectif de 100% de logements adaptés aux PMR.

# DROITS SOCIAUX

## Pour un pouvoir de vivre dans une société d'entraide

- Nouveau maillage territorial pour garantir à l'ensemble de la population, en particulier en zone rurale, l'accès à un ensemble de services publics de qualité pour lutter contre les inégalités territoriales.
- Fin des politiques d'austérité et augmentation des salaires des fonctionnaires. Renforcement de l'ensemble des services publics avec une attention particulière pour les domaines de la santé, de la justice, des transports et de l'éducation nationale.
- Gratuité de l'eau du robinet, dans la limite d'une consommation raisonnable préalablement déterminée par le système des barèmes, tout dépassement étant imputé au consommateur.
- Proportionnalité des amendes pour garantir l'égalité sociale devant la justice.
- Limitation de l'héritage, en vue de sa suppression.
- Déconjugaison des aides sociales.

# TRAVAIL

## Pour un pouvoir de vivre dans une société d'entraide

- Réduction du temps de travail à 28 heures hebdomadaires dans un premier temps, avec pour objectif une réduction à 20 heures par semaine.
- Instauration d'un revenu d'existence de 2 000 euros par personne, en échange de 20 heures de travail hebdomadaires ou de la poursuite d'un cursus scolaire ou universitaire.
- Reconnaissance du travail bénévole des particuliers au sein d'associations ainsi que du travail domestique. Ce travail sera pris en compte pour le calcul du départ de l'âge à la retraite ainsi que de son montant. Il donnera lieu aussi à des primes annuelles non imposables versées par l'État.
- Instauration d'un revenu maximum de 10 000 euros mensuels, montant amené à être revu à la baisse ultérieurement. Tout revenu dépassant ce seuil sera imposé à 100%.
- Limitation des salaires du public à 10 000 euros mensuels dans un premier temps.

# AGRICULTURE

## Vers un modèle agricole respectueux du vivant et entièrement végétalisé

Réforme de l'agriculture vers un modèle entièrement végétal, dans lequel plus aucun animal ne sera exploité.

- Interdiction des pesticides.
- Refonte complète de la Politique Agricole Commune pour subventionner en priorité l'agriculture biologique et tendre progressivement vers ce nouveau modèle entièrement végétalisé.
- Redéfinition des paysages : reforestation, plantation de haies autour des cultures...
- Soutien à la permaculture et à l'agroécologie, en priorisant les petites exploitations selon un modèle relocalisé pour en finir avec les « fermes-usines » et le diktat des firmes agroalimentaires.
- Retour aux rotations et aux jachères sur les surfaces agricoles. La monoculture sera limitée au minimum afin d'empêcher ses effets délétères sur la qualité des sols, la biodiversité et les insectes pollinisateurs
- Retour de la polyculture et moratoire sur tous les projets d'artificialisation de terres agricoles.
- Mise en place d'un accompagnement économique et social à la reconversion des éleveurs et pêcheurs vers une activité agricole viable, éthique, écologique et végétale, ou vers tout autre secteur d'activité durable.
- Transformation du modèle d'agriculture en service public, sous forme de planification pluriannuelle de l'agriculture, répondant aux objectifs de politique publique de l'alimentation (lutte contre la précarité alimentaire, diminution de la consommation de viande, accroissement de la part des cultures végétales, diminution des exportations...).
- Création d'un statut de fonctionnaires pour les paysans et paysannes, s'inscrivant dans la planification de l'agriculture.
- Dissolution de la FNSEA, des Jeunes Agriculteurs et de tous les lobbies de l'industrie agroalimentaire, premiers responsables de la misère des agriculteurs et agricultrices et de la destruction de la biodiversité.
- Abandon de tous les projets de bassines et mégabassines dotées d'un système de pompage des nappes phréatiques. Destruction des structures existantes.

# SANTÉ ET ALIMENTATION

## Vivre en meilleure santé dans un environnement sain

12,6 millions de personnes meurent chaque année dans le monde à cause de la pollution. Notre santé est directement liée à la santé des écosystèmes. C'est pourquoi nous faisons de la protection de l'eau, de l'air, et des sols une priorité absolue. Une Assemblée du vivant, qui s'appuiera sur les avis d'un Comité du Vivant (voir rubrique Vie démocratique), s'assurera que les décisions politiques futures ne nuiront pas à la santé environnementale. Nous proposons par ailleurs les mesures suivantes

- Mise en place dans la Constitution d'un véritable « droit à un environnement sain » permettant à chaque individu de s'en prévaloir quand son environnement quotidien est dégradé.
- Constitutionnalisation de l'eau comme bien commun et droit fondamental universel, garantissant son libre accès pour tous (remunicipalisation de l'eau sur le modèle de Paris...).
- Reconnaissance par les autorités de la validité sanitaire des régimes végétariens et végétaliens.
- Etiquetage de l'ensemble des produits alimentaires indiquant clairement leur valeur nutritionnelle, leur provenance (pour favoriser le local) et le coût social et écologique de leur fabrication.
- Mise en place d'un programme national d'alimentation donnant un droit d'accès aux plus démunis à une alimentation saine et de qualité.
- Évolution de la sécurité sociale en « sécurité sociale et écologique » remboursant mieux les soins pour tous et incitant l'ensemble des milieux de la santé à favoriser le préventif et les bonnes pratiques de santé (notamment l'alimentation biologique, moins carnée, moins sucrée, salée...).
- Remboursement par la sécurité sociale d'un abonnement à un club sportif amateur.
- Instauration d'une alternative végétane obligatoire à tous les repas dans toutes les cantines des écoles, des administrations et des entreprises publiques et privées.
- Investissements massifs dans les hôpitaux : doublement du nombre d'infirmiers et d'aides-soignants.

- Sécurité sociale européenne et Couverture maladie universelle européenne garantissant dans l'ensemble de l'UE l'accès gratuit aux soins de santé pour tous les Européens.
- Extension de l'Aide Médicale d'Etat à l'ensemble de l'UE avec une Aide médicale européenne garantissant à toutes les personnes se trouvant sur le territoire de l'UE, étrangers irréguliers compris, de pouvoir accéder aux soins de santé.
- Mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation végétarienne.

# ÉDUCATION ET JEUNESSE

**Pour une éducation populaire et éthique, pour une jeunesse protégée et émancipée**

Le programme éducatif de la REV a pour objectif d'en finir avec la reproduction des inégalités engendrées par le système scolaire actuel.

## Protection de l'enfance

- Garantie d'un congé parental paritaire minimum de 6 mois, avec objectif de 3 ans, et rémunéré à 100% du revenu antérieur.
- Lutte contre les inégalités dès la petite enfance en renforçant localement l'ensemble des services publics de la petite enfance et en garantissant un droit à l'accès aux crèches pour tous.
- Fin de la privatisation des structures accueillant des enfants. Gratuité totale des places en crèches, et garantie de l'accès à une place en crèche ou en modes de garde adaptés pour chaque enfant.
- Organiser le repérage par le questionnement systématique des violences sexuelles (VS) auprès de tous les enfants par les professionnels intervenant dans les différents espaces accueillant les enfants.
- Imprescriptibilité des crimes d'inceste et de violences sexuelles sur mineurs.
- Fin des sorties sèches de l'aide sociale à l'enfance: accompagnement financier et social de chaque enfant placé jusqu'à ce qu'il soit autonome.
- Garantir la protection des enfants victimes de VSS en suspendant les visites avec leur agresseur.
- Instaurer la gratuité des services de psychologie pour tous les moins de 26 ans et placer la santé mentale au cœur de nos politiques publiques.
- Mailler l'ensemble du territoire national de solutions d'accueil alliant le soin et l'éducatif dédiées aux enfants en situation de handicap et protégés. Les enfants en situation de handicap représentent près d'un quart des enfants protégés : ils sont confrontés à des déscolarisations massives, à une absence de soins, et à des ruptures de lieux d'accueil.

- Interdire l'enfermement de tous les mineurs dans les Centres de rétention administrative (CRA), et appliquer la présomption de minorité.
- Création d'une autorité nationale indépendante de contrôle de l'accueil d'enfants qui aura la possibilité d'accéder à tout moment à ces structures (crèches, établissements hospitaliers, foyers, familles d'accueil...).

## **Jeunesse et éducation**

- Gratuité totale des fournitures scolaires.
- Droit opposable à l'Etat d'une place pour chaque enfant dans une école et pour chaque étudiant à l'université.
- Augmentation des places dans les maisons universitaires salubres et accès gratuit à ces places sous condition de la poursuite d'études pour permettre aux jeunes de se rapprocher de leur lieu d'étude.
- CROUS gratuit pour les étudiants boursiers.
- Augmentation des indemnités de stage au niveau du SMIC et instauration d'une rémunération obligatoire.
- Favoriser la diversité des modèles pédagogiques, le consentement et la pleine liberté de l'élève.
- Introduction dans les programmes scolaires de l'éducation au vivant, avec tout au long du cursus et dès le primaire l'enseignement des sciences naturelles et de l'éthique animale.
- Augmentation des effectifs des enseignants et des professeurs et revalorisation de leur statut en commençant par une augmentation de 30% de leurs revenus.

## **Enseignement supérieur et recherche.**

- Garantie d'un revenu d'existence dès l'âge de 16 ans afin d'en finir avec la précarité parmi les plus jeunes en décrochage scolaire.
- Revalorisation de l'enseignement supérieur et de la recherche publique en investissant massivement dans les universités et en les rapprochant des grandes écoles dans des pôles territoriaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, et en favorisant les échanges universitaires à l'échelle européenne.

- Création d'un Erasmus euro-méditerranéen pour tous, ouverts non seulement aux étudiants mais à l'ensemble des jeunes européens en partenariat avec les pays du sud de la Méditerranée pour encourager l'interculturalité entre jeunes des deux rives de la Méditerranée.
- Construction d'un système universitaire du temps libéré, où les étudiant.es auraient le droit de vivre autrement que dans une course effrénée. Moins d'heures de cours, plus d'activités culturelles, plus de temps pour s'engager, pour s'impliquer dans le bénévolat et la vie associative. Parce que nous voulons une université qui ne forme pas seulement des diplômés, mais des citoyens et citoyennes libres, créatifs, et solidaires.
- Garantie d'un accompagnement social, administratif et financier pour permettre aux étudiants et chercheurs en exil un accueil et des conditions de vie et d'études dignes dans les établissements d'enseignement supérieurs.
- Accessibilité totale des milieux universitaires aux étudiants en situation de handicap visible ou invisible.
- Végétalisation de l'alimentation dans les restaurants universitaires et scolaire et mise en place d'un programme tout bio et local.
- Fin du système de sélection à l'université, fin de Parcoursup et de Mon Master, augmentation des places en licence et en master pour garantir à chaque étudiant la poursuite de son cursus.
- Instauration de la gratuité de l'enseignement supérieur pour sortir définitivement d'une logique de libéralisation de l'enseignement supérieur.
- Revalorisation du revenu des enseignants chercheurs et garantie d'un statut permettant leur indépendance.

# TRANSPORTS ET LOGEMENT

## Se déplacer moins et mieux et vivre en symbiose avec vivant

La REV veut favoriser la création d'un droit fondamental à la mobilité pour tous, permettant de lutter contre les inégalités sociales et territoriales tout en garantissant des modes de déplacement moins polluants et plus respectueux du vivant. Nous souhaitons également que le logement soit effectivement un droit fondamental pour en finir avec les dizaines de milliers de SDF et les millions de mal-logés aujourd'hui en France. C'est pourquoi nous défendons :

- Gratuité totale des transports publics et le renforcement de leur maillage territorial.
- Grand "plan vélo", avec la construction massive de pistes cyclables sur l'ensemble du territoire et des chèques vélo distribués à l'ensemble des salariés.
- Réappropriation des infrastructures de transports comme les autoroutes ou les parkings par les usagers eux-mêmes pour en finir avec le racket institutionnalisé des grands groupes du BTP.
- Création d'un droit opposable pour tout travailleur de pouvoir se loger dans des conditions décentes à moins de 20 kms de son travail.
- Application de la loi de réquisition des logements vacants.
- Taxation des logements et des bureaux vacants pour lutter contre la spéculation immobilière.
- Régulation et l'encadrement des loyers du parc privé en priorité dans les zones tendues.
- Renforcement et le développement des coopératives d'habitants.
- Grand plan européen de rénovation thermique des bâtiments pour réduire drastiquement les gaz à effet de serre.

# VIE DÉMOCRATIQUE

## **Pour une démocratie réinventée et des institutions au service de toutes et tous, humains comme non-humains**

- Réforme constitutionnelle pour mettre en place une Nouvelle République qui prenne en compte les droits du vivant.
- Création du Comité du Vivant, collège de sages et d'experts constitué de scientifiques et d'intellectuels compétents chargés d'éclairer sur toutes les questions liées à l'écologie et aux droits des animaux. Le Comité du Vivant, qui étudierait les conséquences à long terme des politiques menées aujourd'hui, aurait pour mission d'aider les élus à prendre des décisions et d'informer la population.
- Création de l'Assemblée du vivant, qui remplacera le Sénat et qui fonctionnera donc en lien avec l'Assemblée nationale. Cette Assemblée du vivant aura pour fonction de représenter les intérêts des animaux non humains, des végétaux, des fleuves et des mers, ainsi que les intérêts actuels et futurs des humains. Elle veillera au respect du vivant et devra s'exprimer en son nom. L'Assemblée du vivant sera composée à un tiers d'élus du peuple, à un tiers de hauts fonctionnaires spécialement formés à toutes les questions qui touchent le vivant, et à un tiers de représentants des ONG spécialistes du vivant. Ces derniers seront désignés par le Comité du Vivant. L'Assemblée du vivant aura le pouvoir d'initier des lois et de poser son veto à une loi décidée par l'Assemblée nationale, dans le cas où cette loi contrevient aux intérêts du vivant.
- Suppression du poste de président de la République Française.
- Fin du scrutin majoritaire à deux tours.
- Instauration de la proportionnelle pour garantir une réelle représentativité démocratique.
- Possibilité de révocation des élus.
- Mise en place d'instances de contrôle du travail des élus.
- Déprofessionnalisation de la politique et mise en place d'un statut de l'élu.

- Mandat unique non renouvelable pour tous les mandats rémunérés.
- Reconnaissance effective du vote blanc qui aura pouvoir d'annulation d'une élection.
- Création d'un statut protecteur pour les lanceurs d'alerte.
- Renforcement du poids du Parlement Européen sur celui du Conseil et de la Commission, avec notamment l'instauration des listes transnationales aux élections européennes et la primauté d'initiative du PE sur le conseil des ministres.
- Transparence totale et limitation drastique du poids des lobbies au sein de l'ensemble des institutions européennes.
- Fin de l'Europe forteresse et création d'une voie légale d'accès à l'Espace Schengen pour garantir la sécurité à l'ensemble des migrants et garantir le « zéro mort » aux frontières européennes, en particulier en mer Méditerranée.
- Renforcement du droit d'asile, accélération des procédures et facilitation de son obtention pour faire de l'Europe un continent terre d'asile correspondant à sa vocation voulue par ses pères fondateurs.
- Création d'un statut européen de « réfugié climatique ».
- Création d'une Organisation Mondiale pour la Biodiversité (OMB) Celle-ci aura pour but de représenter les intérêts du vivant à l'échelle internationale et de définir des cadres qui devront être appliqués dans tous les pays signataires. Celle-ci aura pour but de représenter les intérêts du vivant à l'échelle internationale et de définir des cadres qui devront être appliqués dans tous les pays signataires.
- Création d'un gouvernement mondial : nouvelle instance ou ONU réformée, toutes les pistes seront envisagées.
- Financement par l'Etat, pour les citoyens aux revenus les plus modestes, de quatre abonnements à des journaux indépendants de presse écrite ou en ligne, sous la forme de crédit d'impôt. En effet, le financement public des entreprises de presse est défaillant actuellement, car il bénéficie principalement aux médias détenus par des milliardaires. Le système que nous proposons, inspiré des travaux de l'économiste spécialiste des médias Julia Cagé, permettrait à chaque citoyen de s'informer et de s'instruire à travers un abonnement à des organes de presse, et garantirait une part importante du financement des médias indépendants, leur permettant de remplir leur rôle de contre-pouvoir, nécessaire à toute société démocratique.

# ÉCONOMIE

## **Pour une économie antiproductiviste et antilibérale au service de l'ensemble du vivant**

La philosophie de la REV est de sortir de la «consol'mation» (consolation par la consommation), pour privilégier l'épanouissement personnel. Nous voulons consommer moins pour vivre mieux, travailler moins pour s'épanouir davantage, consacrer du temps libre à la culture, au divertissement et aux relations sociales.

- Fin de la référence à la croissance économique pour l'évaluation des politiques publiques.
- Renforcement de l'ensemble des services publics avec une attention particulière pour les domaines de la santé, de la justice, des transports et de l'éducation nationale. Nouveau maillage territorial pour garantir à l'ensemble de la population, en particulier en zone rurale, l'accès à un ensemble de services publics de qualité, dont la Poste, pour lutter contre les inégalités territoriales. Fin des politiques d'austérité et augmentation des salaires des fonctionnaires.
- Création d'un service public bancaire permettant à tous d'avoir accès aux banques.
- Séparation stricte des banques de dépôt et d'investissement pour éradiquer la spéculation avec l'argent des petits épargnants.
- Remplacement des critères de calcul du déficit public par celui de « déficit écologique » et fin du PIB comme mesure des politiques publiques pour privilégier le nouvel indice de BNB (« Bonheur national brut ») calculé sur les indices et enquêtes de bien-être de la population.
- Travail au niveau international visant à la mise en place d'une taxe mondiale sur les transactions financières pour définancieriser l'économie.
- Gratuité de l'eau du robinet, dans la limite d'une consommation raisonnable préalablement déterminée par le système des barèmes, tout dépassement étant imputé au consommateur.
- Mise en place d'une fiscalité écologique favorisant la transition énergétique et les comportements environnementaux vertueux.
- Proportionnalité des amendes pour garantir l'égalité sociale devant la justice.
- Extension du principe du pollueur-payeur à l'ensemble des atteintes au vivant, à hauteur du préjudice subi.

# ÉNERGIE ET PRODUCTION

## **Pour une politique énergétique décroissante, circulaire, juste et respectueuse du vivant**

La politique énergétique doit être compatible avec l'impératif de développement d'une économie circulaire et d'un grand plan de sobriété, en particulier de la part des plus gros consommateurs. La REV veut mettre fin aux traitements les plus polluants tels que la mise en décharge ou l'incinération, et miser sur la prévention (le meilleur déchet est celui qui n'est pas produit), le réemploi (ressourceries), le compostage et le recyclage des déchets qui sont les priorités absolues.

- Fermeture progressive de toutes les centrales nucléaires et sortie définitive de l'atome.
- Passage à une électricité fournie à 100% par des énergies renouvelables.
- Lutte contre la précarité énergétique avec la rénovation thermique de l'ensemble du parc immobilier.
- Création d'un chèque « énergie propre » pour tous les foyers se tournant vers les opérateurs 100% renouvelables.
- Sortie des énergies fossiles pour garantir la sécurité énergétique nationale.
- Mise en place d'une politique zéro déchet sur tout le territoire.
- Lutte contre le gaspillage alimentaire : mise en place des frigos urbains et de la récupération des denrées périssables par les associations type Restos du coeur, interdiction pour les commerçants de jeter leurs produits encore consommables
- Interdiction définitive du plastique à usage unique.
- Fin définitive de l'obsolescence programmée.
- Conditionnement du développement des énergies renouvelables à leur impact sur le vivant. Nous nous opposons notamment aux grandes éoliennes maritimes, désormais reconnues pour leur impact néfaste sur la biodiversité. Tout projet lié aux énergies renouvelables devra s'accompagner de l'avis favorable d'au moins deux écologues indépendants, et à terme, de l'Assemblée du Vivant.

# POLITIQUE INTERNATIONALE

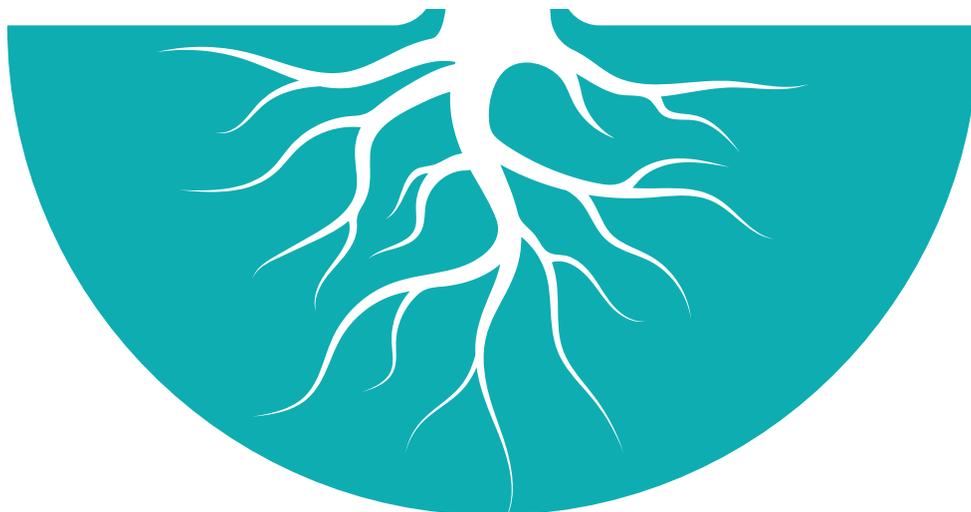
## Vers un monde non-violent et décolonial

- Abandon progressif des frontières, remplacées par des zones administratives locales, régionales, nationales et internationales. Ces zones ne travailleront plus en concurrence, mais en coopération. Des traités et des constitutions en géreront le fonctionnement.
- Désarmement nucléaire mondial et interdiction totale des armes nucléaires, avec signature immédiate par la France du Traité d'interdiction des armes nucléaires.
- Limitation du commerce des armes pour les Etats et interdiction aux particuliers de posséder une arme à feu. Ouverture de négociations internationales pour un désarmement généralisé.
- Réforme du droit d'ingérence pour que celui-ci se limite à la possibilité de sauver des vies mais qu'il ne permette plus l'interférence dans les choix politiques d'un pays.
- Fermeture de l'ensemble des paradis fiscaux.
- Annulation de l'ensemble des dettes illégitimes des pays pauvres et promotion de la dette écologique des pays du Nord envers les pays du Sud.
- Priorisation de l'ensemble des conventions et traités de protection des droits humains et du vivant non humain sur les traités de libre échange, dans le cadre d'une nouvelle Organisation Mondiale de la Biodiversité aux compétences élargies.
- Sortie de l'OTAN, alliance militance belliciste, dont la mainmise sur les positions de la France et de l'Europe est contraire aux objectifs de paix internationale.
- Défense d'une position nationale de paix face à tous les conflits armés.
- Reconnaissance immédiate de l'État de Palestine. Oeuvrer sans relâche et par tous les moyens (diplomatiques, économiques) pour mettre fin au génocide à Gaza, sanctionner ses responsables. Suspendre immédiatement les accords commerciaux et culturels entre l'Union européenne et Israël. La solution à deux États, si elle est souhaitable, semble peu réaliste. Face à l'avancée de la colonisation en Cisjordanie, nous lui préférons la proposition d'un État binational.
- Soutien aux mouvements pacifistes d'autodétermination des peuples.

Ces propositions ne sont pas exhaustives et font l'objet de travaux de mise à jour et de précision, via des travaux collectifs.  
D'autres thématiques sont également en cours de développement.

# REV

**RÉVOLUTION ÉCOLOGIQUE POUR LE VIVANT**



**Contact@rev-parti.fr**

**WWW.REVOLUTIONEKOLOGIQUEPOURLEVIVANT.FR**